Tel-Aviv, le 6 décembre 2022

N°entrer numéro.

**Affaire suivie par :**

Edouard LEGRIS

des forces et faiblesses de l'économie israélienne

Cette note vise à regarder au-delà de l’image d’Epinal de l’économie du pays. Une image qui pourrait créer une méprise sur les causes contemporaines des succès israéliens.

1. **La réussite technologique doit beaucoup à l’armée**

**Le pays compterait le plus grand nombre de jeunes pousses par habitant.** Une *startup* sur quatre dans le monde qui aurait levé des fonds dans la cybersécurité serait située dans l’agglomération de Tel-Aviv. Le capital-risque est très développé en Israël mais la part du pays est passé en 12 ans de 18% du capital risque mondial à 11% alors que celle de la France serait passée dans l’intervalle de 5% à 13%.

Elément essentiel, le dynamisme de la technologie israélienne ne dépend pas d’une matière grise importée, même si le pays emploie à distance des programmeurs et codeurs en pays tiers, c’est ce qui le distingue de l’écosystème américain.

**C’est pendant les trois ans de service militaire obligatoire (2 ans pour les femmes) que se forment les élites à la source de la high tech israélienne.** Les frontières sont poreuses entre le milieu des startups, celui de la recherche universitaire et l’armée.

Les conscrits (au sortir du lycée) sont affectés en fonction de leurs résultats aux tests du début du service militaire, dans des unités spécialisées dans la défense numérique, unité 8200, 81, Talpiot… A la fin du service militaire, la plupart entament leurs études supérieures. Leurs choix se font alors naturellement à la lumière et à la faveur de leur occupation au sein de l’armée.

40% des étudiants masculins de premier cycle et 13% étudiantes de premier cycle étudient dans un diplôme de haute technologie.

La Défense (de 6 à 8% du PIB) **constitue un creuset de l’excellence technique de la Tech et lui assure aussi des débouchés conséquents.** Elle draine tout l’écosystème d’innovation du pays et c’est sans doute le premier employeur et exportateur du pays dans le secteur secondaire (industrie). Les entreprises des secteurs de haute technologie fournissent la Défense et l'industrie de la défense est le plus grand utilisateur de la « haute technologie ». Les perspectives dans ce domaine apparaissent florissantes compte tenu de la relance de l’effort de défense en Europe suite à l’agression militaire russe. Israël se positionne en effet comme un fournisseur important dans plusieurs pays de l’UE.

1. **Des inégalités structurelles**

La « high Tech » emploierait 10,4% de la main d’œuvre du pays (pour 15,3% du PIB et 54% des exportations totales du pays) mais seuls 8% des travailleurs seraient au sein de « start ups » stricto sensu.[[1]](#footnote-1)

Israël connaît une croissance soutenue (+6,3% attendus en 2022), en grande partie due aux succès de la haute technologie. Toutefois ces succès accentuent d’importantes inégalités ethniques, sociales, géographiques et même de genre (la féminisation du secteur ne dépasse pas 13%).

**La proportion des employés arabes dans la High Tech varie de 1,8 à 3,6% alors qu’ils représentent 20% de la population** du pays. 15 % seulement des Arabes passent les plus hautes épreuves de mathématiques, leurs écoles primaires sont moins bien dotées et ils n’effectuent pas leur service militaire, sauf de rares exceptions. En outre, la plupart des hautes technologies sont concentrées dans la région de Tel Aviv, des barrières géographiques et culturelles entravent alors l’insertion des travailleurs Arabes.

**La frange ultra-orthodoxe de la population (13% des 9,5 millions d’habitants) est également mal intégrée dans l’écosystème technologique israélien.** La faible participation des ultra-orthodoxes au marché du travail correspond à un choix de vie. Les hommes et les femmes ultra-orthodoxes ne représentent que 3% environ des employés du secteur de la haute technologie, ils tirent aussi vers le bas le taux d’emploi du pays qui ne dépasse pas les 65%.

Le nombre d'employés salariés arabes dans le secteur de la haute technologie n'a augmenté que de 200 personnes en 2021, tandis que le nombre des ultra-orthodoxes diminuait de 700 personnes au cours de la même année, selon les données officielles du CBS.

La vie coûte chère en Israël, spécialement à Tel-Aviv. (1,5 x plus qu’à Paris environ). Les actifs cumulent souvent plusieurs activités. Vivre à Tel-Aviv est un choix pour « les laïcs » qui privilégient un environnement libéral. Les inégalités salariales ont été analysés par l’OCDE qui fait ressortir que la « high Tech » verse des rémunérations deux fois et demi supérieures à celles de la moyenne nationale et désormais supérieures à celles observées à Londres dans le même secteur. C’est là un des facteurs de **l’inégalité de niveau de vie entre Tel Aviv, ville des start-ups, et le reste du pays**.

Autre facteur d’inégalité, les citoyens israéliens ne profitent que peu des fruits de l’innovation tout comme la grande majorité des entreprises israéliennes « non-technologiques ». La « high Tech » israélienne vend au monde entier mais assez peu en Israël qui n’est pas un marché d’épanouissement économique pour ces entreprises à la pointe de l’innovation.

**En définitive, l’homogénéité sociale qui caractérise la tech israélienne accroît les disparités socio-économiques du pays.** Le taux de pauvreté du pays frôle les 20% et ne baisse pas.

1. **Des carences en matière d’investissements publics**

Modernité et retards de développement caractérisent Israël et en même temps le pays voit sa structure économique se normaliser par rapport à celle des pays les plus en vue de l’OCDE. La part de l’agriculture est désormais très marginale, celle de la défense diminue régulièrement depuis 35 ans.

Les paradoxes perdurent cependant. Les entreprises de technologie climatique ont le vent en poupe grâce au fonds de capital-risque spécialisés comme Firstime Ventures et Capital Nature. En 2019, 10% des créations de startups en Israël contribuaient à faire face au changement climatique. Une proportion qui monte à 14% cette année. Une enquête de Planet Tech ressence 694 startups israéliennes agissant pour lutter contre le changement climatique. Ces startups proposent des solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (Via et Optibus dans le domaine des transports) ou des incitations aux consommateurs (rabais à mesure que la date de péremption des produits alimentaires approche).

**Pourtant, la conscience écologique du pays est à la traîne par rapport aux autres pays de l’OCDE.**

La pollution plastique ne se résorbe pas encore. Le système de recyclage des déchets connait des carences et le premier incinérateur vient juste d’être mis en service.

L’efficacité légendaire de l’irrigation et de l’utilisation de l’eau (habitation et agriculture), cache une production d’énergie peu décarbonée (le charbon importé assure encore 25% de la production électrique). La transition écologique israélienne est lente, l’objectif de 30% d’énergie d’origine renouvelable (essentiellement solaire) à horizon 2030 semble inatteignable. Peut-être parce que le gaz naturel produit au large des côtes assure un autonomie énergétique durable.

**La prospérité d’Israël passera par le comblement des retards en matière d’infrastructures de réseaux.**

La population d’Israël devrait doubler en 20 ans ce qui aura des conséquences majeures et fera rapidement d’Israël le pays le plus densément peuplé de l’OCDE. La nécessité d’investir 2% du PIB israélien dans les transports, chaque année, jusqu’en 2040 est communément reconnue par les économistes. Au cours de la décennie précédente l’effort d’investissement correspondant était de 1 point de PIB et, ce qui est planifié à ce stade, ne représente que 1,4 point de PIB sur les 10 prochaines années.

Israël est déjà le pays le plus embouteillé de l’OCDE. Il faudrait faire passer la part du transport public de 10-20% actuellement à 40% afin de raccourcir le temps de transport moyen de 30% au niveau national. La contribution de chaque travailleur à la formation du PIB serait alors augmentée de 5,4%. Toutefois, les nécessités d’une coordination et l’ampleur des investissements (plus de 250 milliards EUR sur 18 ans) font planer un doute sur la capacité administrative d’Israël à gérer de si grands projets.

1. Annual Innovation Report, State of High-Tech, 2022, Israel Innovation Authority [↑](#footnote-ref-1)